

PROJETS PRIORITAIRES DE LA CEA
NECESSITANT DES RESSOURCES SUPPLEMENTAIRES
EN VUE DE LEUR EXECUTION AU COURS DE LA PERIODE BIENNALE 1977-1979

Programme: STATISTIQUE (STAT/1-2)

[Deux projets soumis à la Conférence d'annonces de contributions
de Lagos]

TABLE DES MATIERES

Numéro et titre des projets

- 9.549.00 Programme africain concernant la mise en place de dispositifs
d'enquête sur les ménages
- 9.541.50 La banque africaine de données

PROJETS PRIORITAIRES DE LA CEA
NECESSITANT DES RESSOURCES SUPPLEMENTAIRES
EN VUE DE LEUR EXECUTION AU COURS DE LA PERIODE BIENNALE 1977-1979

Programme: STATISTIQUE (STAT/1-2)

Deux projets soumis à la Conférence d'annonces de contributions
de la CEA

TABIE DES MATIERES

NUMERO ET TITRE DES PROJETS

9-549.00 Programme africain concernant la mise en place de dispositifs
d'urgence sur les ménages

9-541.50 La bande africaine de données

PROGRAMME RELATIF AUX STATISTIQUES

1. Numéro et titre du projet

9.549.00 Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages.

2. Description succincte du projet, y compris sa justification, ses objectifs et tous autres renseignements pertinents

Ce projet, conçu comme un complément du programme africain de recensements, s'inscrit dans les efforts internationaux visant à améliorer les statistiques des pays en développement pour l'administration, l'élaboration des politiques et la planification du développement économique et social.

On fait beaucoup actuellement pour améliorer les statistiques économiques générales, notamment la comptabilité nationale, mais les renseignements recueillis, bien qu'ils soient indispensables à la planification, ne répondent qu'en partie aux besoins. En fait, si l'on considère que les ménages sont affectés par les changements économiques et sociaux et qu'ils fournissent des facteurs de production qui peuvent rendre ces changements possibles et, considérant en outre que le produit final souhaitable du processus de développement est en fait le bien-être humain, il faut comprendre bon nombre d'interdépendances économiques et sociales si l'on veut que les efforts nationaux et internationaux de développement réussissent. C'est pourquoi il est de plus en plus nécessaire de mesurer les incidences sociales des problèmes économiques et des activités de développement et la contribution des changements sociaux à la productivité.

On a besoin pour cela d'un grand nombre de séries de données de base sur le niveau de vie et les éléments du bien-être, et sur le volume et la qualité des ressources humaines et économiques disponibles et leur répartition. Pour assurer une utilité maximale, ces renseignements doivent pouvoir être liés à toute une variété d'autres données et sources de données.

En ce qui concerne les ménages, on mettra l'accent dans la plupart des pays sur les données économiques, notamment celles qui concernent le revenu, la consommation et les dépenses. On prévoit que cela sera suivi par des enquêtes sur les activités relatives à la production et à la distribution des produits, l'emploi et le chômage etc.. Tous ces types de données peuvent être obtenus de façon permanente grâce à des enquêtes bien organisées sur les ménages. Un sous-produit important des travaux d'enquêtes actuelles sur les ménages devrait être les données intercensitaires sur la population, la fécondité etc., en raison de nombreuses applications permanentes.

Les enquêtes sur les ménages fournissent les données de base non seulement pour la planification générale, mais aussi pour la planification de la production des biens d'équipement et des biens de consommation et des services, y compris les services de protection sociale, notamment lorsque nous passons des macro-généralités à la planification sectorielle et par projet. Elles sont également indispensables à la planification des implantations et, dans une certaine mesure, à l'élaboration des systèmes de transport et de distribution.

La nécessité d'une amélioration des données sur les ménages est déjà implicite dans les stratégies internationales et africaines de développement et dans le nouvel ordre économique international qui constituent une conception unifiée du développement économique et social. De même, la Conférence mondiale de la population de 1974 et la Session de la Commission de statistique des Nations Unies de 1976 ont mis l'accent sur les besoins de statistiques économiques et sociales intégrées. La Conférence mondiale de la population a recommandé que la population et le développement soient considérés simultanément et que des enquêtes soient élaborées pour recueillir de meilleures statistiques de base, tandis que la Commission de la statistique a souligné combien il importait, pour les pays africains, de créer des organisations permanentes d'enquête sur le terrain. Enfin, à sa troisième réunion, la Conférence des ministres de la CEA a accordé une haute priorité aux programmes polyvalents d'enquête sur les ménages.

A l'échelon technique, les pays africains se rendent parfaitement compte des déficiences de l'administration et de la planification résultant d'une pénurie de renseignements sur les caractéristiques et les activités de leurs habitants. Au cours des années qui ont suivi l'accession à l'indépendance, on a enregistré d'importants efforts pour mettre au point des enquêtes comme moyens de rassemblement direct des données, mais les travaux se sont ralentis aux alentours de 1970. Mis à part le manque de directives politiques, les raisons sont les suivantes : utilisation des ressources disponibles pour les recensements de population et de l'agriculture, et situation instable des services statistiques au sein des structures gouvernementales qui a abouti à de fortes pertes de spécialistes.

Depuis 1971, le Programme africain de recensements, institué par le FNUAP pour aider les pays éprouvant des difficultés à participer à la série de recensements de population de 1970, a amélioré considérablement les statistiques démographiques de la région. Outre les données sur la population dont on a beaucoup besoin, le programme fournit du personnel qualifié, des experts pour les opérations sur le terrain et des cadres géographiques nationaux indispensables pour les autres types d'enquête.

De même, on constate actuellement un accroissement important des activités d'enquêtes plus générales et plusieurs pays oeuvrent systématiquement à l'élaboration de programmes intégrés. D'autres pays effectuent des enquêtes démographiques et économiques selon les besoins. Il est évident que la plupart des pays de la région pourraient établir des systèmes adéquats et permanents de rassemblement des données avec un appui technique et financier.

Dans un projet de résolution du Conseil économique et social, émanant de la dix-neuvième session de la Commission de statistique des Nations Unies, le Secrétaire général des Nations Unies a été prié, en collaboration avec les organismes donateurs appropriés, les commissions régionales et les institutions spécialisées, de convoquer une réunion de donateurs et d'accorder tout l'appui nécessaire au programme national concernant les moyens d'enquête sur les ménages.

Cette demande, qui porte seulement sur l'élément régional du programme, cherche à fournir un noyau restreint d'après lequel on pourrait organiser le financement plus large (multilatéral et bilatéral) des divers projets par pays ainsi que le propose le projet de résolution.

3. Date probable du début et durée de l'exécution du projet

A la suite des débats de la neuvième session de la Conférence des statisticiens africains, quelques pays ont pris l'initiative d'entreprendre des activités d'enquête dans le cadre du programme africain concernant les moyens d'enquête sur les ménages. Sans ressources spéciales disponibles, le secrétariat de la CEA a donné un appui technique limité. Le programme commencera sur une base effective dès que l'élément régional du projet sera établi, et on prévoit que les travaux devront se poursuivre pendant une période considérable jusqu'à ce que la plupart des pays de la région disposent d'une capacité d'enquête satisfaisante.

4. Type d'aide à fournir par la CEA

Quatre fonctionnaires s'occupent actuellement à temps partiel des aspects techniques du projet. Il convient de noter qu'un effort considérable est déployé également au siège des Nations Unies pour encourager et organiser le programme. L'appui à long terme que doit accorder la CEA comprendra une assistance technique aux divers projets par pays, l'élaboration d'une méthode adaptée aux conditions africaines, et la coordination des efforts nationaux dans le cadre du programme.

5. Plan de travail et activités correspondantes

Le programme général envisage une assistance technique, y compris des services consultatifs, pour permettre à quelque 30 pays de la région d'établir des moyens d'enquête sur les ménages. Le plan est conçu comme une opération échelonnée, comme suit :

- i) mise en place d'un élément régional restreint fournissant un appui consultatif initial à quelques pays intéressés, non astreints au recensement de population et à d'autres engagements, dès que les ressources seront disponibles. Cela fournirait également des experts techniques pour l'intégration des programmes d'enquête.
- ii) expansion du service consultatif, presque simultanément, pour aider les pays moins actifs à formuler des demandes d'assistance. On n'envisage pas à ce stade un accroissement des dimensions de l'élément régional.
- iii) organisation par le Siège de l'ONU d'une réunion des donateurs éventuels requise dans le projet de résolution du Conseil économique et social mentionné plus haut, probablement vers la fin de 1977 si l'élément régional a été établi.
- iv) acheminement de l'assistance financière et technique aux divers projets par pays avec l'aide du Siège de l'ONU, mais avec la pleine participation de la CEA pour tous les détails.
- v) expansion des services techniques du secrétariat de la CEA pour desservir le nombre croissant de pays participants et pour poursuivre l'élaboration des méthodes.

En outre, il doit y avoir des activités permanentes de formation. On accordera la priorité à la formation théorique afin de réduire le nombre d'experts requis. Elle sera organisée dans la région autant que possible en utilisant les centres existants de formation statistique et démographique et en faisant participer les experts nationaux et régionaux. On prévoit un cours régional ou un groupe de travail sera organisé tous les deux ans à compter de 1979.

Il s'agit ici uniquement de l'élément régional.

a) deux conseillers régionaux pour les enquêtes par sondage (P-5) - 54 homme/mois

ii) Matériel

b) matériel non consommable - matériel de bureau.

Année	Coût total du projet	Ressources disponibles	Ressources supplémentaires requises
1977	53 811	-	53 811
1978	154 064	-	154 064
1979	243 950	-	243 950
Total	451 825	-	451 825

Annexe I

DEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unis)

1977

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles 1/		Ressources demandées	
	h/m	dollars E.U.	h/m	dollars E.U.	h/m	dollars E.U.
<u>Personnel du projet</u>						
Experts P-5	6	39 961	-	-	6	39 961
<u>Personnel d'appui administratif</u>						
Services de secrétariat	6	2 850	-	-	6	2 850
<u>Voyages</u>		5 000		-		5 000
Total partiel	12	47 811			12	47 811
<u>Matériel</u>		3 000		-		3 000
Total partiel		3 000		-		3 000
<u>Divers</u>						
Traduction, impression et publication; frais de transport et de réception; dépenses d'administration et divers frais connexes		3 000		-		3 000
Total partiel		3 000		-		3 000
Total Général		53 811	-	-		53 811

1/ Les coûts n'ont pas été indiqués en ce qui concerne les fonctionnaires du secrétariat de la CEA affectés au projet, mais il est bien entendu que les travaux techniques et consultatifs ont été entrepris selon les besoins.

Annexe I

DEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unis)

1977

Chefs de dépenses	Coût estimatif total	Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
		N°	dollars E.-U.	N°	dollars E.-U.
Personnel du projet					
Experts P-2	39 961		-	6	39 961
Personnel d'appui ad- ministratif					
Services de secré- tariat	2 850		-	6	2 850
Voyages	5 000		-		5 000
Total partiel	47 811	12		12	47 811
Matériel	3 000		-		3 000
Total partiel	3 000		-		3 000
Divers					
Traduction, impres- sion et publica- tion; frais de transport et de réception; dépen- ses d'administra- tion et divers frais connexes	3 000		-		3 000
Total partiel	3 000		-		3 000
Total Général	53 811		-		53 811

Les montants n'ont pas été indiqués en ce qui concerne les fonctionnaires du département de la CIA affectés au projet, mais il est bien entendu que les travaux techniques et consultatifs ont été effectués selon les besoins.

Annexe II

DEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unis)

1978

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	dollars E.-U.	h/m	dollars E.-U.	h/m	dollars E.-U.
<u>Personnel du projet</u>						
Experts P-5	24	122 364		-	24	122 364
<u>Personnel d'appui administratif</u>						
Services de secrétariat	12	5 700		-	12	5 700
		16 000				16 000
<u>Voyages</u>						
Total partiel	36	144 064		-	36	144 064
<u>Matériel</u>		5 000				5 000
Total partiel		5 000				5 000
<u>Divers</u>						
Traduction, impression et publication; frais de transport et de réception; dépenses d'administration et divers impr. et frais connexes		5 000		-		5 000
Total partiel		5 000		-		5 000
Total général		154 064		-		154 064

Annexe II

PROJET DE LOI

(en dollars des Etats-Unis)

1978

Charges de dépenses		Coût estimatif total		Total des dépenses disponibles		Demandes	
	n/m	dollars E.U.	n/m	dollars E.U.	n/m	dollars E.U.	n/m
<u>Personnel du projet</u>							
Experte 1-2	24	122 264		-		122 264	24
<u>Personnel administratif</u>							
Services de soutien	12	2 700		-		2 700	12
Voyages		16 000				16 000	
Total partiel	36	144 064				144 064	36
<u>Matériel</u>							
Total partiel		2 000				2 000	
<u>Divers</u>							
Traduction, impression et publication							
Transport et de réception des documents							
Travaux divers et frais annexes		2 000		-		2 000	
Total partiel		2 000		-		2 000	
Total général		154 064		-		154 064	

PROGRAMME RELATIF AUX STATISTIQUES

Numéro et titre du projet

9.541.50 La Banque africaine de données.

1. Résumé et objectifs

La Banque africaine de données proposée sera un réseau automatisé et un système de stockage de l'information dans l'intérêt des utilisateurs des informations statistiques, industrielles, agricoles, socio-économiques et technologiques dans la région de l'Afrique. L'ordinateur central et le stockage de l'information primaire seront situés au siège de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abéba. Cinq centres sous-régionaux seront implantés au siège des centres multinationaux de programmation et d'opération de la CEA en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Centre, en Afrique orientale et australe et en Afrique du Nord.

Les gouvernements africains et les institutions utilisatrices auront un accès direct à l'information aux moyens de terminaux télécommandés à double voie.

Le rôle essentiel de la Banque des données sera de fournir des services d'information aux Etats membres et aux institutions africaines compétentes telles que les ministères de la planification, les bureaux de statistiques et les bibliothèques. L'information sera également fournie aux utilisateurs intéressés se trouvant à l'extérieur de l'Afrique, y compris les commissions économiques régionales, les gouvernements ou institutions des pays en développement envisageant ou participant à des projets conjoints avec les pays africains, les pays donateurs et les organisations multinationales de financement.

Le réseau comprendra notamment les principaux services ci-après :

- a) Accès aux données par des terminaux video et imprimants;
- b) Poste terminal à toute bonne installation téléphonique;
- c) Fichiers sur l'Afrique: transports maritimes, énergie, commerce, industrie, agriculture, logement, etc.;
- d) Recherche et références concernant la technologie mondiale;
- e) Echange de données statistiques;
- f) Envoi par avion de volumes imprimés;
- g) Formation pratique à la science de l'information.

Pour l'exécution efficace du projet (Banque de données et réseau d'information) il faudra rééquiper et réorganiser les services existant à la CEA, notamment :

- a) la Division de la statistique;
- b) la bibliothèque;
- c) la documentation sur le développement économique, la science et la technologie, les ressources naturelles, les transports, l'industrie, l'agriculture, etc.;
- d) le Centre de calcul;
- e) les services d'impression et de publication;
- f) la station de communication radio-télex.

Du matériel et du personnel supplémentaires seront requis pour le fonctionnement efficace de la Banque de données et de son réseau; cela comprendrait :

- a) Les terminaux de données télécommandés;
- b) Les ouvrages techniques de la bibliothèque;
- c) Le matériel de stockage et de traitement de l'information;
- d) Le personnel pour le traitement de l'information;
- e) Le personnel pour les programmes machine.

L'installation d'une banque de données pleinement opérationnelle et de son réseau s'effectuera progressivement sur une période de plusieurs années. Quatre phases sont envisagées :

- 1) Une étude détaillée des besoins des utilisateurs suivie par une planification détaillée de la structure organisationnelle, la conception technique du matériel entrées/sorties/stockage, le programme de formation et l'établissement des coûts (12 mois);
- 2) Placement des commandes de matériel, recrutement de personnel supplémentaire, et détachement du personnel pour un recyclage afin de l'équiper pour un nouveau rôle dans la transmission des données par ordinateur (12 mois);
- 3) Installation du matériel supplémentaire, rédaction et mise au point des programmes par ordinateur qui contrôlent les entrées, le stockage logique, la phase de récupération et la transmission de l'information, et lancement de la première opération expérimentale du système (12 mois);
- 4) Entrée en activité de tous les systèmes et ajustements du système selon les réactions des utilisateurs initiaux; établissement de fichiers supplémentaires pour répondre à la demande des utilisateurs (12 mois).

2. Justification du projet

La stratégie du développement et de la croissance interdépendants accélérés en Afrique exige des informations complètes et à jour pour répondre à l'évolution socio-économique rapide du processus de restructuration économique.

Il faudrait notamment de nouvelles données quantitatives et qualitatives dans des secteurs tels que la main-d'œuvre, les ressources naturelles, le commerce intra-africain, le chômage, les transports maritimes, le fret aérien, les transports intermodaux à l'intérieur de la région, les structures et politiques industrielles, le développement et le potentiel agricoles, les statistiques sociales, etc., si l'on veut adopter largement la nouvelle conception de la planification unifiée.

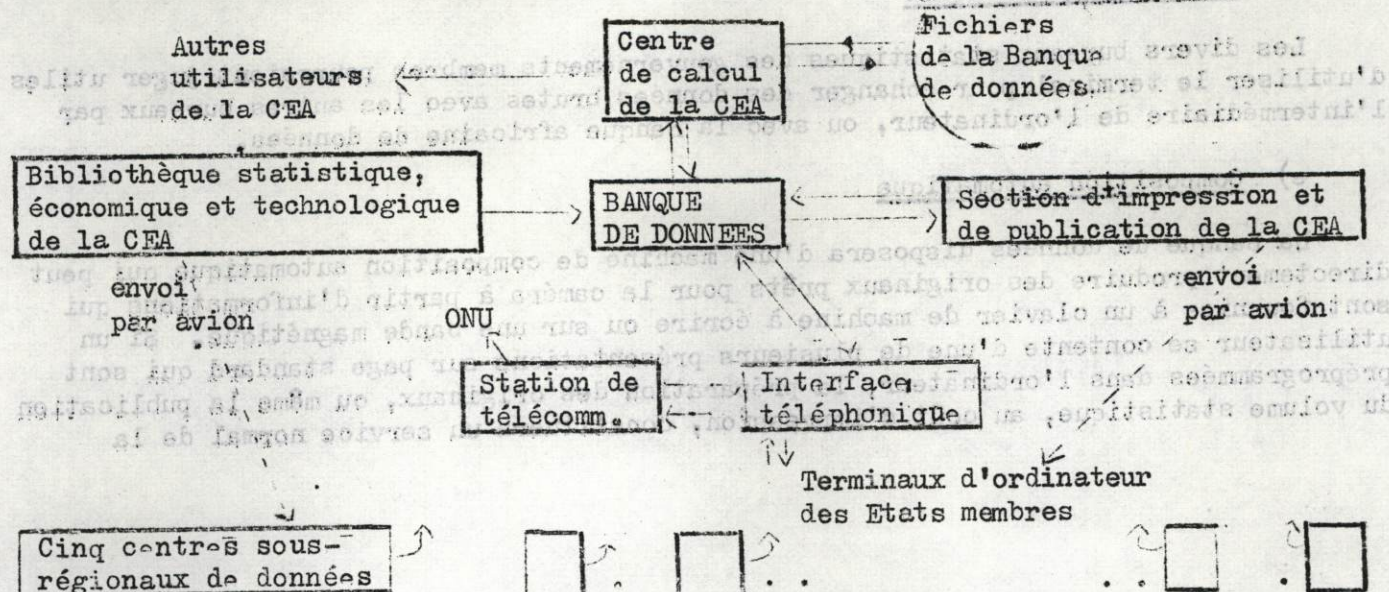
Les nouveaux problèmes que pose la coopération intra-africaine aux échelons sous-régional et régional, ainsi que le rythme, la direction et l'ampleur de l'évolution socio-économique, exigeront des services d'appui pour la prise de décisions par les responsables du changement socio-économique.

Au cours de ces dernières années, les pays du tiers monde ont adopté plus de 20 résolutions lors de diverses conférences internationales, notamment l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil économique et social des Nations Unies, soulignant la nécessité d'un accroissement des services pour encourager la diffusion de l'information socio-économique et technologique. Les efforts ont été intégrés à l'échelle mondiale pour promouvoir un transfert accru de l'information essentielle au développement industriel dans les pays en développement aux moyens de réseaux mondiaux d'information. Le stockage de l'information en vue d'un accès rapide et éloigné a déjà commencé et les nouveaux utilisateurs, tels que bon nombre de pays africains, n'ont qu'à créer leurs propres réseaux et points de distribution (par exemple les bibliothèques) afin d'utiliser pleinement ces services.

La quatrième réunion de la Conférence des ministres de la CEA tenue récemment a accordé un rang élevé de priorité au projet de Banque de données. La justification du projet de Banque de données est de répondre à ce besoin parfaitement reconnu.

3. Description de la Banque de données et de son réseau

On trouvera ci-dessous un schéma du système :



Une institution ou un bureau approprié d'un Etat membre peut utiliser les services de la Banque des données de plusieurs façons. Par exemple :

a) Accès direct par terminal lourd

Une institution d'un Etat membre coopérant qui possède un terminal compatible (environ 5 000 dollars des Etats-Unis) utiliserait simplement un téléphone ordinaire pour le relier automatiquement au Centre de calcul de la CEA. En tapant le code de l'utilisateur, on obtiendra une réponse de l'ordinateur "ALLEZ-Y". Après s'être référé à un répertoire de la Banque des données ressemblant à un petit répertoire téléphonique, l'utilisateur peut alors taper les demandes pour examiner un certain nombre de milliers de fiches qui résument les informations fournies par l'ordinateur, par la bibliothèque de la CEA ou par les bibliothèques mondiales. Si le renseignement désiré est disponible dans la mémoire de l'ordinateur et n'est pas volumineux, par exemple une page de statistiques ou une liste de références, une demande le produira immédiatement. S'il est trop volumineux, par exemple s'il s'agit d'un manuel sur la technologie, la demande sera retransmise à l'opérateur de la Banque des données, qui le fera envoyer ultérieurement par avion, ou qu'il commandera.

b) Correspondance

Tous les renseignements retransmis à l'écran video du terminal de l'utilisateur peuvent être enregistrés par lui et examinés à loisir, après que la liaison téléphonique a été interrompue. La liaison téléphonique permettra un rythme de transmission maximum d'environ deux pages par minute. Si l'utilisateur trouve une référence qui le satisfait, il peut correspondre directement avec une bibliothèque ou un éditeur qui peut fournir le document. Les abonnés ne disposant pas de terminaux ou d'une bonne liaison téléphonique peuvent obtenir des renseignements par correspondance.

c) Abonnement

La Banque des données, en collaboration avec la Division de statistiques de la CEA, publiera normalement des statistiques annuelles sur le commerce, l'industrie, l'agriculture, etc. en Afrique. Ces publications, ainsi que les bulletins mensuels de l'industrie et du commerce africains publiés dans le "Bulletin économique de la CEA" seront fournis, au coût d'impression, aux abonnés de la Banque de données.

d) Echanges statistiques

Les divers bureaux statistiques des gouvernements membres pourraient juger utiles d'utiliser le terminal pour échanger des données brutes avec les autres bureaux par l'intermédiaire de l'ordinateur, ou avec la Banque africaine de données.

e) Composition automatique

La Banque de données disposera d'une machine de composition automatique qui peut directement produire des originaux prêts pour la caméra à partir d'informations qui sont fournies à un clavier de machine à écrire ou sur une bande magnétique. Si un utilisateur se contente d'une de plusieurs présentations sur page standard qui sont préprogrammées dans l'ordinateur, la préparation des originaux, ou même la publication du volume statistique, au coût d'impression, constituera un service normal de la

Banque de données. Cela permettra de faire paraître des publications statistiques nationales quelques mois seulement après la compilation des données, ce qui demande actuellement jusqu'à deux ans pour certains Etats.

f) Formation aux sciences de l'information

Les Etats membres peuvent envoyer leur personnel à la Banque africaine de données ou au Centre d'ordinateur de la CEA en vue d'une formation pratique en cours d'emploi concernant les diverses sciences statistiques, le traitement des données et l'ordinateur.

Services de stockage de la Banque des données

Il va de soi que la Banque africaine de données ne peut pas emmagasiner toutes les informations mondiales et ne peut pas non plus enregistrer même une part négligeable de ses connaissances disponibles sur bandes ou disques. Il faudra opérer un choix judicieux parmi les informations acquises et parmi les méthodes permettant de les stocker.

La Banque des données se spécialisera dans des domaines étroitement liés au développement économique, à l'industrie, à l'agriculture, aux ressources naturelles, aux transports, etc.

Les méthodes de stockage seront principalement les suivantes :

- a) Fichiers statistiques (données numériques)
- b) Bibliothèque (films/fiches) comprenant diverses acquisitions;
- c) Bibliothèque de statistiques, d'économie et de technologie; et
- d) Bandes fournissant des résumés de documentation sur des sujets particuliers, tels que l'énergie, l'agriculture en zone aride etc..

En général, la documentation qui reste inchangée et qui est de longue durée, telle que les sciences fondamentales ou les statistiques antérieures seront stockées dans des manuels; quant à la documentation en évolution rapide, telle que les statistiques actuelles ou les résumés, elle sera stockée sur bandes ou sur disques.

Fichier sectoriel africain

On insistera sur les besoins des planificateurs dans les principaux secteurs productifs, par exemple un fichier accessible par ordinateur est intitulé "Les pages jaunes africaines", qui donneront la liste de toutes les entreprises manufacturières selon les noms alphabétiques des produits qu'elles fabriquent et fourniront un résumé pour les décrire. Les autres fichiers suivront les informations sur les transports, les transactions agricoles, la production, etc..

4. Aide fournie par le secrétariat de la CEA

Ce projet sera étroitement lié aux opérations des divisions organiques de la CEA. A des degrés divers, les divisions organiques contribuent aux réserves d'informations disponibles pour la Banque de données, et le personnel sera disponible pour fournir des réponses aux abonnés de la Banque des données. Au fur et à mesure de l'expansion de la Banque des données, l'aide augmentera.

L'appui journalier des services suivants de la CEA sera particulièrement important :

- a) Bibliothèque - effectifs actuels : 16 fonctionnaires
- b) Impression et publication - personnel actuel : 32 fonctionnaires
- c) Centre de calcul - effectifs actuels : environ 6 fonctionnaires.

Les Divisions de l'industrie, de l'agriculture, des transports, des statistiques et des ressources naturelles sont également appelées à fournir un appui constant. En outre, il faudra fournir des locaux, des commodités et des services administratifs. On ne peut qu'évaluer approximativement la valeur de cette aide et, aux fins de la présente proposition, on estime qu'elle s'établit comme suit :

<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>
	(en dollars E.-U.)		
699 000	936 000	1 136 000	1 340 000

Des locaux devront être fournis pour cinq banques de données secondaires aux centres de programmation et d'opération multinationaux de la CEA.

Autres services de la CEA utilisant le centre de traitement

Le Centre de calcul, la Banque de données et la bibliothèque seront également utilisés régulièrement par le personnel de la CEA, notamment le personnel des Divisions suivantes de la CEA : industrie, agriculture, ressources naturelles, finances, gestion et formation, sciences et technologie. Ces fonctionnaires appuieront le projet et utiliseront ces services d'information et de calcul.

5. Plan de travail

L'objectif est de rendre ce système pleinement opérationnel en quatre ans, comme suit :

Phase I : On concentrera les efforts sur une planification détaillée du système. Un ingénieur de la CEA collaborera avec une firme indépendante d'ordinateurs pour élaborer et choisir le meilleur matériel pour le projet permettant de réduire les coûts de fonctionnement au minimum. L'élaboration des systèmes tiendra compte des besoins des utilisateurs indiqués par une étude antérieure.

Phase II : Cette phase comprendra l'installation du matériel et l'organisation d'une équipe de fonctionnaires (anciens et nouveaux) qui seront chargés du fonctionnement du matériel et de l'élaboration des programmes détaillés d'ordinateur (logical) qui contrôlent la réception, le stockage, la recherche et la diffusion de l'information. Une nouvelle bibliothèque de quatre étages sera disponible (1977) pour loger la documentation des principales bibliothèques (films/fiches) et pour fournir au besoin des locaux pour le matériel. Le programme de formation visant à familiariser les utilisateurs et le personnel de la CEA avec les techniques du traitement de l'information par ordinateur sera de longue durée et fera intervenir la plupart des Divisions de la CEA.

Phase III : Le matériel, les programmes logiciel) et les bibliothèques commenceront à fonctionner véritablement au cours de cette phase; cependant, pour atteindre la perfection (mise au point) et la complétude nécessaires, il faudra un an.

Phase IV : Etant donné qu'une Banque de données et un réseau d'ordinateurs changent rapidement leurs technologies pour répondre à l'évolution des besoins, il faut prévoir que le système fera l'objet d'une évolution constante. Le changement le plus important interviendra au cours de la première année, à savoir l'adaptation aux besoins réels des utilisateurs plutôt qu'aux utilisateurs éventuels qui sont envisagés dans le plan. C'est pourquoi, bien que les opérations doivent commencer au cours de la première phase, les utilisateurs à titre d'essai seront priés de contribuer à l'amélioration du système en suggérant les modifications requises compte tenu de leur expérience.

6. Type de ressources nécessaires

En raison du volume assez important de ressources requises, l'appui financier fourni par les Nations Unies ne sera pas suffisant. Le projet de Banque de données utilisera les nombreux services existants des Nations Unies qui constituent le noyau du réseau de la Banque des données; cependant, étant donné que ceux-ci n'ont pas été prévus initialement en tant que réseau, de nombreux éléments essentiels font défaut et devront être acquis. Il s'agit notamment du matériel informatique, des programmeurs d'ordinateur, du matériel de stockage de l'information, des documents et des publications autres que ceux des Nations Unies et de la documentation connexe. C'est pourquoi des ressources supplémentaires sont requises pour la programmation et l'exécution de ce projet.

On trouvera à l'annexe suivante une ventilation du montant estimatif des divers chefs de dépenses. Une fois terminée l'étude envisagée dans la phase I, les détails des coûts évolueront considérablement, mais l'aperçu global restera fondamentalement inchangé.

ANNEXE

BANQUE REGIONALE DE DONNEES

RESUME DU MONTANT ESTIMATIF DES DEPENSES : 1977-1981

Année	Coût estimatif total	Ressources disponibles (estimations)	Ressources supplémentaires requises
<u>1977-1979</u>			
1977	532 000	466 000	66 000
1978	1 920 000	699 000	1 221 000
1979	2 846 000	936 000	1 910 000
Total partiel	5 298 000	2 101 000	3 197 000
<u>1980-1981</u>			
1980	2 749 000	1 136 000	1 613 000
1981	2 955 000	1 340 000	1 615 000
Total partiel	5 704 000	2 476 000	3 228 000
Total général	11 002 000	4 577 000	6 425 000

Note : Cette phase préliminaire a pour objet de lancer rapidement le projet tout en attendant le financement définitif permanent. C'est pourquoi ce budget ne traite que des ressources qui peuvent être obtenues rapidement.

BANQUE REGIONALE DE DONNEES : Travaux préliminaires, 1977*En milliers
de dollars E.-U.

I. PERSONNEL AFFECTE AU PROJET

Spécialistes

- a) Services consultatifs de deux compagnies
locales d'ordinateurs

4

- b) Deux assistants temporaires pour le projet
(P.3) (6 mois)

47

Personnel d'appui administratif

- i) Une secrétaire (six mois)

3

- ii) Un dessinateur (temporaire)

3

Voyages

Un voyage aller-retour à travers l'Afrique pour
se mettre en rapport avec les utilisateurs, et
un voyage pour se mettre en rapport avec les
fabricants de matériel

7

Total partiel

64

II. MATERIEL

Manuels et revues techniques, projecteurs, matériel
de dessin, fournitures de bureaux

1

III. DIVERS

1

Total général

66

* Note : Cette phase préliminaire a pour objet de lancer rapidement le projet, tout en attendant le recrutement d'effectifs permanents. C'est pourquoi ce budget ne traite que des ressources qui peuvent être obtenues rapidement.

BANQUE REGIONALE DE DONNEES : Montant estimatif des dépenses (Première année : 1978)

En milliers
de dollars E.-U.

I. PERSONNEL AFFECTE AU PROJET

Spécialistes

- | | |
|--|-----|
| a) Un informaticien hors classe (P.5) | 76 |
| b) Deux spécialistes (informaticiens) (P.4) | 135 |
| c) Trois spécialistes des ordinateurs (P.4) | 201 |
| d) Un documentaliste (P.3) | 61 |
| e) Un bibliothécaire technique pour la bibliothèque de la CEA (P.3) | 61 |
| f) Un statisticien adjoint de 1ère classe chargé d'établir une base de données sur les statistiques sociales (P.2) | 55 |
| g) Un administrateur assistant (P.1) | 50 |
| h) Deux ingénieurs consultants (contrat fixe pour quatre mois seulement) | 50 |

Personnel d'appui administratif

- | | |
|---|----|
| 14 fonctionnaires de la classe des services généraux chargés d'assurer les services de bureau et de secrétariat | 80 |
|---|----|

Voyages afin de coordonner les installations terminales des Etats membres

30

Total partiel

799

II. MATERIEL

Matériel de bibliothèque (films/fiches) au siège de la CEA :

- | | |
|---|-----|
| i) deux caméras microfilm | 40 |
| ii) une caméra microfilm dynamique | 5 |
| iii) une machine à développer les films/fiches | 6 |
| iv) un duplicateur à papier ordinaire (volume élevé) | 50 |
| v) trois visionneuses de films, une pour la Banque des données, et deux pour la bibliothèque de la CEA | 9 |
| vi) trois visionneuses de fiches, une pour la banque de données, et deux pour la bibliothèque de la CEA | 9 |
| vii) deux reproducteurs lecteurs de microfiches pour fournir les réponses initiales aux demandes des pays | 20 |
| viii) manuels et revues techniques pour le siège de la CEA et les centres sous-régionaux | 270 |
| ix) fournitures de bureaux | 3 |

Total partiel

412

III. DIVERS

Communications

10

Total partiel

10

BANQUE REGIONALE DE DONNEES : Montant estimatif des dépenses (Deuxième année : 1979)

PERSONNEL AFFECTE AU PROJET En milliers de dollars E.-U.

Spécialistes

a)	un informaticien hors classe (P.5)	61
b)	cinq spécialistes (informaticiens) (P.4)	351
c)	trois spécialistes des ordinateurs (P.4)	159
d)	onze documentalistes - deux dans chacun des cinq centres sous-régionaux et un au siège de la CEA (P.3)	657
e)	un bibliothécaire technique pour la bibliothèque de la CEA (P.3)	47
f)	un statisticien adjoint de 1ère classe pour établir une base de données sur les statistiques sociales (P.2)	41
g)	un assistant administratif (P.1)	36
h)	un conseiller technique pour les opérations de la banque de données chargé de fournir une aide aux pays (L.5)	76

Personnel d'appui administratif

30 fonctionnaires des services généraux (10 pour les centres sous-régionaux) (travaux de bureau et de secrétariat) 171

Voyages pour les spécialistes, le personnel du centre sous-régional et le conseiller technique 55

Formation de quatre fonctionnaires (un an chacun) 40

Total partiel 1 694

II. MATERIEL

i)	un ordinateur interface terminal (prolongement 64 k)	25
ii)	quinze terminaux video (cinq pour les centres sous-régionaux et dix pour le siège de la CEA)	90
iii)	cinq duplicateurs de faible volume pour papier ordinaire pour les centres sous-régionaux	30
iv)	une unité à disques amovibles	8
v)	manuels et revues techniques pour le siège de la CEA et les centres sous-régionaux	15
vi)	fournitures de bureaux	3
	Total partiel	171

III. DIVERS

i)	entretien du matériel	30
ii)	communications (télégrammes, lignes téléphoniques, etc.)	10
iii)	divers	5
	Total partiel	45
	Total général	1 910

BANQUE REGIONALE DE DONNEES : Montant estimatif des dépenses (Troisième année : 1980)

En milliers
de dollars E.-U.

I. PERSONNEL AFFECTE AU PROJET

Spécialistes

a)	un informaticien hors classe (P.5)	66
b)	cinq spécialistes (informaticiens) (P.4)	289
c)	trois spécialistes des ordinateurs (P.4)	174
d)	onze documentalistes - deux dans chaque centre sous-régional et un au siège de la CEA (P.3)	570
e)	un bibliothécaire technique pour la bibliothèque de la CEA (P.3)	52
f)	un statisticien adjoint de 1ère classe pour la base des données sur les statistiques sociales (P.2)	46
g)	un assistant administratif (P.1)	41
h)	un conseiller technique pour les opérations de la banque de données chargé de fournir une aide aux pays (L.5)	66

Personnel d'appui administratif

30 fonctionnaires des services généraux (10 pour les centres sous-régionaux) (travaux de bureau et de secrétariat) 171

Voyages pour les spécialistes, le personnel du centre sous-régional et le conseiller technique 55

Total partiel 1 530

II. MATERIEL

i)	manuels et revues techniques, et logiciel	25
ii)	fourniture de bureaux	3

Total partiel 28

III. DIVERS

i)	entretien du matériel	30
ii)	communications (télégrammes, lignes téléphoniques, etc)	20
iii)	divers	5

Total partiel 55

Total général 1 613

BANQUE REGIONALE DE DONNEES : Montant estimatif des dépenses (Quatrième année : 1981)

En milliers
 de dollars E.U.

I. PERSONNEL AFFECTE AU PROJET

Spécialistes

a)	un informaticien hors classe (P.5)	66
b)	cinq spécialistes (informaticiens) (P.4)	289
c)	trois spécialistes des ordinateurs (P.4)	174
d)	onze documentalistes - deux dans chaque centre sous-régional et un au siège de la CEA (P.3)	570
e)	un bibliothécaire technique pour la bibliothèque de la CEA (P.3)	52
f)	un statisticien adjoint de première classe pour la base de données sur les statistiques sociales (P.2)	46
g)	un assistant administratif (P.1)	41
h)	un conseiller technique pour les opérations de la banque des données chargé d'aider les pays (L.5)	66

Personnel d'appui administratif

30 fonctionnaires de services généraux (10 pour les centres sous-régionaux) (travaux de bureau et de secrétariat)	171
---	-----

Voyages pour les spécialistes, le personnel du centre sous-régional et le conseiller technique	55
--	----

Total partiel 1 530

II. MATERIEL

i)	manuels et revues techniques et logiciel	25
ii)	fournitures de bureaux	3
	Total partiel	28

III. DIVERS

i)	entretien du matériel	30
ii)	communications (télégrammes, lignes téléphoniques, etc)	22
iii)	divers	5
	Total partiel	57
	Total général	1 615